

## Des espoirs déçus

Si le Salon de l'Agriculture constitue un moment important pour mettre en valeur la qualité des productions agricoles françaises, il représente également un moment privilégié pour faire le point sur les enjeux alimentaires et agricoles. Or, cette année, rien ne permet aux professionnels d'envisager l'avenir avec sérénité.



Pour une alimentation de qualité

La déception est d'autant plus grande que les États généraux de l'alimentation avaient suscité de grands espoirs. Les producteurs attendaient de nouveaux mécanismes pour sécuriser leurs revenus. Et les consommateurs des garanties sur la qualité et la sécurité des aliments. Or, ni les uns ni les autres ne trouvent de réponses satisfaisantes dans le projet de loi sur l'alimentation, qui pourrait bien être adopté par ordonnances. « On n'est pas au rendez-vous des producteurs et des citoyens », s'est désolé Guillaume Garot, député Nouvelle gauche de Mayenne et président du Conseil national de l'Alimentation, dans une interview accordée à *Europe 1*.

Alors que les producteurs attendaient un prix rémunérateur, le projet de loi se contente d'interdire les ventes à perte. Mais sans leur garantir un prix décent. Face à la grande distribution, Guillaume Garot plaide pour la mise en place de véritables « cliquets de sécurité » et l'instauration d'un « gendarme » pour s'assurer que les négociations commerciales se déroulent dans de bonnes conditions.

Plus généralement, « c'est l'ensemble de notre modèle agricole qui est à bout de souffle », estime Germinal Peiro, secrétaire national du PS en charge de l'Agriculture, qui illustre son propos en citant notamment l'affaire *Lactalis*, les

difficultés à supprimer le glyphosate ou le bien-être animal.

**« Relever les défis de l'agriculture du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est développer une approche globale qui concilie les impératifs de santé et les exigences d'une alimentation de qualité afin de permettre une juste rétribution aux agriculteurs. »**

Consommateurs et agriculteurs partagent le même intérêt pour le développement de pratiques agro-écologiques, accompagné par une relocalisation des moyens de production, un rôle accru des collectivités locales et la mise en place de nouvelles relations entre producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs afin que les paysans et leurs familles puissent vivre dignement de leur travail.

C'est bien de passer 12 heures au Salon de l'Agriculture et de le faire savoir. C'est bien aussi de se faire offrir une poule, même si le geste du propriétaire de l'animal était très intéressé. Mais c'est loin d'être suffisant alors que les agriculteurs ont cru, de bonne foi, aux discours sur la nécessaire rémunération de leur travail. Il est temps de passer aux actes mais il y a fort à craindre que la loi alimentation ne soit pas à la hauteur des enjeux.



## De l'audace !

Lorsque Jean-Claude Juncker ouvre la bouche, c'est pour bailler peut-on dire en paraphrasant François Mitterrand évoquant la CEE à la fin des années 70.

En effet, quel manque d'ambition de la part de celui qui, au contraire, devrait montrer l'exemple et entraîner derrière lui l'ensemble des dirigeants européens ! C'est une Europe au rabais que propose le président de la commission alors même que la montée des populismes et le Brexit devraient le pousser à faire preuve d'audace et de volontarisme.

Alors que l'affaire Martin Seylmayr risque d'emporter la commission, une réaction s'impose pour qu'enfin, l'Europe devienne l'espace de démocratie, de coopération et de développement qu'attendent ses habitants.

PS29

## Chiffre de la semaine

82%

C'est le pourcentage de richesses possédées par 1% d'humains les plus riches.

# Socialistes, le chemin de la renaissance avec Olivier Faure

**Le congrès d'Aubervilliers sera historique : il déterminera si notre parti doit naître ou disparaître. En rassemblant toutes les générations, toutes les histoires et tous les territoires de notre parti, Olivier Faure, premier signataire de la Motion 3, est candidat pour conduire la renaissance des socialistes. Ce dépassement de tous les vieux clivages est la prémisse d'une nouvelle aventure collective. Trois objectifs sont fixés pour les deux ans à venir : reconquérir auprès des Français notre crédibilité collective, rassembler la famille socialiste pour redevenir la première force à gauche, être prêts en 2021 à proposer au pays un nouveau projet politique et une vision de l'avenir.**



En savoir plus : <http://renaissance-socialiste.fr/>

## **1. Nous voulons bâtir une nouvelle maison commune : un parti-plateforme, parti des solutions**

**Fraternel.** Le respect doit prévaloir : respect des règles collectives, du débat, du vote. La camaraderie doit revenir et cela dès notre congrès. Le travail doit primer : être un élu ou un responsable du PS est un engagement, pas un privilège.

**Décentralisé.** Avec une plus grande liberté d'organisation et d'initiatives pour les sections et fédérations.

**Digital.** Une plateforme numérique dynamisera les échanges entre socialistes, mais aussi avec les citoyens, les intellectuels, les acteurs du mouvement social, les partenaires sociaux, les autres forces de gauche réformatrice. Le vote numérique et les consultations en ligne seront développés.

**Au travail.** Engageons plusieurs dizaines de chantiers sur des questions précises, animés par des équipes paritaires, ouverts à la société, collaboratifs, conclus par un vote des adhérents.

**Ouvert.** Aux adhérents, militants, citoyens qui ne se reconnaissent pas

dans les offres politiques actuelles et qui attendent une alternative.

**Un congrès statutaire fixera les principes d'un nouvel agir ensemble, d'une nouvelle démocratie :** conditions d'adhésion (militants et sympathisants), non cumul dans le temps des responsabilités, référendum d'initiative militante, nouvelles modalités de la Primaire.

## **2. Nous voulons un congrès d'affirmation de l'identité et de l'utilité des socialistes**

**Nous n'avons pas été remplacés, le socialisme n'a pas été remplacé.** Ni en France ni ailleurs, aucune des visions du monde qui prétendent lui succéder - libéralisme autoritaire, populisme protestataire, nationalisme identitaire - ne constitue un substitut aux objectifs et aux réponses socialistes. **Nos valeurs, celles de la République et du socialisme, n'ont jamais été aussi actuelles, réaffirmons-les :** liberté, égalité, fraternité, laïcité ; émancipation des individus, lutte contre les inégalités, combat pour l'écologie et pour la démocratie, engagement européen et internationaliste.

**Pour naître, il faut tirer les leçons de notre expérience au pouvoir.** Personne n'est plus légitime que les électeurs pour juger notre action. Une analyse approfondie des réussites comme des échecs et des erreurs doit être menée pour préparer l'avenir, non refaire le passé.

**Dans ce quinquennat, et face à ce pouvoir, nous sommes l'opposition de gauche responsable.** En France, il y a un gouvernement qui n'est pas de gauche et une gauche qui n'est pas de gouvernement : socialistes, nous sommes la gauche de gouvernement.

Le clivage gauche-droite est essentiel à notre démocratie. Prétendre qu'une politique puisse être « *et de droite et de gauche* » crée de la résignation et nourrit les populismes. **Nous voulons construire la gauche de demain.** Parlons aux Français déçus, partis marcher ou déclarer leur insoumission, mais aussi devenus abstentionnistes. Partageons des projets avec les forces en mouvement dans la société. Réconcilions des gauches que certains voudraient séparer.

## **3. Un programme de travail plutôt que des solutions toutes faites : les combats socialistes**

**Le seul programme que les militants attendent aujourd'hui est un programme de travail.**

**L'Europe puissance et protectrice dans la mondialisation.** EuroSocialistes, nous voulons une Europe des projets pour les peuples, de la démocratie face au repli, des règles - environnementales, sanitaires, éthiques, commerciales - face à la mondialisation libérale.



*Vers une nouvelle aventure collective*

**Une transition écologique citoyenne et solidaire.** La social-écologie est une urgence pour la planète et la biodiversité, pour la qualité de vie, la santé publique, l'emploi durable, les territoires.

**Le travail et l'entreprise au cœur du lien social et des parcours de vie.** Nous défendons la place du travail dans nos sociétés, la démocratie sociale dans l'entreprise, la société apprenante pour gérer les transitions professionnelles et former tout au long de la vie à l'âge des mutations du travail.

**Des droits nouveaux pour lutter contre les inégalités.** Pour l'égalité femmes-hommes. Pour l'accès de tous à l'éducation, à la santé, au logement, aux services publics, à la culture.

**La République et la démocratie.** Construisons un nouvel humanisme fondé sur la défense de la laïcité et l'extension des libertés publiques ; la lutte contre les discriminations ; le respect du droit d'asile et de la dignité humaine.

**Avec Olivier Faure, nous ne demandons pas aux camarades d'où ils viennent, mais où ils vont.** Oui nous avons besoin d'unité et du rassemblement qui sont la condition du sursaut et de l'espérance. Pour donner de la force au Parti Socialiste, **Aubervilliers doit être le Congrès de la fraternité retrouvée et de la confiance. Ce chemin que propose la Motion 3, c'est celui de notre renaissance.**

**Yohann Nédélec**  
Mandataire

# L'Union et l'Espoir

**Le message que nous portons est celui de l'Union et de l'Espoir. Certes notre parti est affaibli. C'est le cas d'autres partis sociaux-démocrates européens. Le SPD allemand a subi des revers électoraux historiques liés à sa coalition avec Merkel, qu'il a choisi pourtant de renouveler... Nous pensons que l'absence de différenciation entre la gauche et la droite nourrit l'attrait des populismes et de l'extrême-droite en Europe. Empruntant un chemin plus clair sur leurs valeurs, le parti travailliste britannique, mené par Jeremy Corbyn, ou la gauche portugaise ont redonné des couleurs à la gauche européenne.**



Redevenons clairs avec nous-mêmes

**Nous appelons, nous aussi, à un retour à nos fondamentaux idéologiques de gauche dont nous sommes les héritiers mais aussi les gardiens. Rien est perdu. C'est en redevenant clairs avec nous-mêmes que nous retrouverons la confiance de celles et ceux qui se sont détournés de nous.**

**- Dans ce quinquennat Hollande, nous avons perdu nos repères socialistes.**

Pas seulement sur les questions sociétales, avec la déchéance de nationalité ou l'accueil des migrants... Mais sur notre terrain historique : celui de la défense du travail, de sa rémunération, des acquis sociaux, de sa protection au travers la hiérarchie des normes. La loi El Khomri était une erreur fondamentale et un marche-pied aux ordonnances Macron. Le CICE, sans contrepartie, a été peu efficace et très coûteux pour les finances publiques. Nous prôtons l'institution d'un « référendum militant » et de « conventions trimestrielles militantes » car nous sommes persuadés que si les militants socialistes avaient été mieux écoutés, davantage consultés, nous aurions évité cette perte des fondamentaux.

**- À l'échelle mondiale, jamais le socialisme n'a été aussi pertinent.**

Les inégalités de revenus ont augmenté partout dans le monde, le point de bascule ayant été clairement les années 1980 et la victoire du libéralisme de Thatcher et de Reagan. Dans les pays de l'OCDE, le taux le plus élevé de l'impôt sur le revenu a chuté d'une moyenne de 62% en 1981 à 35% en 2015. Aujourd'hui, même le FMI déclare que les inégalités pénalisent la croissance et invite à un durcissement de la fiscalité sur les hauts revenus, revenus du capital et sur le patrimoine, tout en reconnaissant le rôle crucial des transferts sociaux.

**La politique d'Emmanuel Macron est donc à la fois injuste, inefficace à long terme et... anachronique ! Nous y sommes fermement opposés.**

- Forte de ce constat et depuis des mois, **la Confédération européenne des syndicats a lancé une grande campagne sur la nécessité de revaloriser les salaires en Europe. La question de la revalorisation des salaires est au cœur de notre texte d'orientation politique.**

Nous soutenons cet appel en défendant notamment l'augmentation du SMIC et une loi d'égalité salariale « islandaise » en France. Par ailleurs, nous devons prendre en compte **l'impact des changements technologiques sur l'avenir des emplois**, notamment peu qualifiés. En Finistère, nous souhaitons que soit étudiée l'idée d'une taxe sur l'intelligence artificielle. Est-ce une piste crédible ? Travailleurs ubérisés ou remplacés par des automates, auto-entrepreneurs... : la question de leur protection sociale se posera avec acuité demain. Soyons au rendez-vous en développant les propositions !

**- L'évasion fiscale. 1 000 milliards d'euros : c'est le montant d'argent public qui est perdu chaque année dans l'Union européenne à cause de l'évasion fiscale. Ce combat d'équité doit être une priorité pour les socialistes.**

Le député européen, Emmanuel Maurel, a fait adopter un rapport par le Parlement européen pour mieux la combattre.

**- L'éco-socialisme. Nous ne pouvons plus être socialistes sans être écologistes. Or l'écologie doit impacter aussi notre approche du libre-échange mondial.**

Est-ce écologique et de bon sens d'importer du lait de Nouvelle-Zélande ou d'Australie, lorsque nos éleveurs laitiers peinent à vivre en raison de la surproduction et quand les normes environnementales ne sont pas équivalentes ? Actuellement, l'Union européenne négocie une vingtaine de traités de libre-échange avec le reste du monde. Le député européen, Emmanuel Maurel, a voté contre le CETA. Les socialistes, à l'Assemblée nationale, devront voter aussi prochainement. Ne laissons pas ce débat au Front National ! En Bretagne, terre d'élevage, les socialistes ne peuvent pas fermer les yeux sur ces enjeux.

**- Le service public est à la croisée de nos préoccupations :** l'égalité des chances, l'équilibre entre les territoires, l'accès aux droits. Derrière la bataille actuelle du rail menée par les élus locaux, se dévoile la faiblesse de la vision actuelle de l'État sur l'aménagement du territoire. Derrière cette question, nous retrouvons aussi l'Europe avec l'enjeu de l'ouverture à la concurrence des secteurs stratégiques. Il y a tant à dire, lors de ces prochaines élections européennes, pour peu que les gauches européennes travaillent un projet commun !



Autour d'Emmanuel Maurel à Brest

**Rien de ce qui est à gauche ne nous est étranger, ni les Insoumis, ni Génération.s, ni les autres gauches européennes... L'Espoir est dans notre parti et dans l'Union des gauches, pour faire gagner le socialisme !**

**L'équipe de « L'Union et l'Espoir » en Finistère**

- Retrouve l'actualité et le texte de « L'Union et l'Espoir » ici : <https://unionetespoir.fr/>

- Si tu souhaites nous rejoindre en Finistère, écrire à [srousseau@orange.fr](mailto:srousseau@orange.fr)

- Voir les interview de Emmanuel Maurel en Finistère sur notre page Facebook : [Le Finistère avec Emmanuel Maurel « L'Union et l'Espoir »](#)

# Agenda

**10 mars**

14h00 : Assemblée générale de présentation des textes d'orientation, à l'Espace François Mitterrand à Pont-de-Buis.

**15 mars**

Vote des adhérents sur les textes d'orientation.

**24 mars**

Congrès fédéral salle du Roudour à St-Martin-des-Champs.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1219 - Vendredi 9 mars 2018  
[www.ps29.org](http://www.ps29.org) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS

# Fibre : le choix de la solidarité

Gwenegan Bui

**Le déploiement de la fibre sur l'ensemble de la Bretagne est un enjeu aussi important que fut l'électrification de la région au XX<sup>e</sup> siècle. Pour répondre à ce défi, essentiel pour notre attractivité, la Bretagne, en créant Mégalis, a fait le choix de la solidarité, nous explique Gwenegan Bui, conseiller régional en charge de ce dossier.**

**Cap Finistère : Pourquoi le groupe de droite au Conseil régional a-t-il voulu créer une polémique sur le programme Bretagne Très haut débit ?**

**Gwenegan Bui :** Par tactique politicienne et par démagogie. Le raccordement de l'ensemble des foyers bretons à la fibre va prendre plusieurs années et il est légitime que certaines personnes trouvent que ça ne va pas assez vite car, de toute façon, ça ne va jamais assez vite. Mais au lieu d'expliquer et de chercher des solutions, Marc Le Fur préfère jouer sur l'émotion et dénigrer une méthode qui pourtant est approuvée par l'ensemble des collectivités locales de Bretagne. Cette mauvaise querelle est d'autant plus incompréhensible que l'opposition régionale intervient bruyamment dans l'hémicycle lors des sessions mais brille par son silence dans les réunions de Mégalis. En outre, elle appelle à son secours un élu LR des Hauts de France. Or, en la matière, comparaison n'est pas raison. Alors que le plan de la région Bretagne vise à connecter l'ensemble du territoire, le plan des Hauts de France ne concerne que les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais. Et la densité de cette partie des Hauts de France est de 326 habitants par km<sup>2</sup> quand celle de la Bretagne n'est que de 120.

**Cap Finistère : N'est-il pas paradoxal de voir la droite faire de cette question un sujet de polémique quand on connaît l'origine du plan Très haut débit en France ?**

**Gwenegan Bui :** Absolument. À l'origine, le plan Très haut débit lancé par le gouvernement de François Fillon prévoyait de laisser au privé toutes les zones fortement peuplées et de confier au public le raccordement des zones considérées comme non rentables. Pour nous, cela ce serait traduit par la connexion de 10% du territoire, correspondant à 40% de la population. Et les autres auraient dû se débrouiller. Nous avons fait le choix de la solidarité en créant le syndicat mixte Mégalis qui réunit toutes les collectivités locales (Région, Communautés de communes, d'agglomérations et départements).

**Cap Finistère : Comment fonctionne ce syndicat mixte ?**

**Gwenegan Bui :** Notre action s'appuie sur cinq principes. D'abord, la solidarité bretonne. Une prise urbaine égale une prise rurale. Le prix est le même partout. Ensuite, la mutualisation des coûts. En Bretagne, avec Mégalis, l'installation d'une prise coûte 445 euros. Quelle que soit la taille de la commune. Le coût moyen s'élève en réalité à 2000 euros. La différence est prise en charge par la région, l'Europe ou les départements.

Nous avons opté pour la propriété publique du réseau. C'est un choix qui garantit l'ouverture à la concurrence mais surtout qui permet un retour sur investissements publics, car nous n'avons pas à rémunérer le capital.

Compte tenu de l'enjeu pour notre région, nous avons décidé de jouer collectif. Toutes les collectivités bretonnes, EPCI, départements et région, sont représentées dans Mégalis.

Et, cinquième principe, nous avons monté un dispositif décentralisé, réellement girondin. Le syndicat propose des prises aux EPCI, charge à eux de décider de leur implantation.

**Cap Finistère : Quels sont les enjeux pour les Bretonnes et les Bretons, aujourd'hui, et dans les vingt années qui viennent ?**

**Gwenegan Bui :** Ils sont énormes et touchent tous les aspects de la vie quotidienne. D'abord, il faut bien prendre la mesure de ce que représente le raccordement de tous les foyers bretons à la fibre. C'est aussi important que le raccordement à l'eau ou à l'électricité au siècle dernier. En termes de budget, ça représente 2 milliards d'euros. Pour quoi faire ? On pense parfois spontanément à la télévision ou aux jeux en ligne. Mais il y a bien d'autres usages. Des agriculteurs utilisent chaque jour internet, pour acheter ou vendre du maïs à la bourse de Chicago ou pour surveiller leurs bêtes par web cam.

Les maisons de santé doivent aussi être connectées pour transmettre et recevoir des dossiers médicaux et la télémédecine est appelée à se développer. Le raccordement à la fibre est aussi un élément de lutte contre les déserts médicaux.

Les grandes entreprises développent de plus en plus le télétravail : le prix du m<sup>2</sup> devenant trop élevé dans les quartiers d'affaires, elles ont tout intérêt à permettre à leurs cadres de travailler chez eux. Encore faut-il qu'ils disposent d'une connexion suffisante...

<https://www.megalisbretagne.org>

